

Au deuxième trimestre 2012 : Les services surnagent, la construction plonge encore

Au deuxième trimestre 2012, l'activité est en baisse dans la plupart des secteurs en Languedoc-Roussillon. Les seuls signes permettant de nuancer ce constat viennent du secteur des services dont l'activité est estimée en hausse par les chefs d'entreprises. Ce dynamisme se traduit notamment par des créations d'emplois dans les activités touristiques et de services à la personne. Le tourisme d'affaires permet à la fréquentation hôtelière de se maintenir à un bon niveau au deuxième trimestre 2012. L'activité a nettement fléchi dans les autres secteurs d'activité. Cette baisse est particulièrement sensible dans les secteurs de la construction, de l'activité immobilière et du commerce. Le léger rebond constaté en début d'année dans l'industrie ne se confirme pas au deuxième trimestre. L'inertie dans ces secteurs se traduit par l'absence de prévision d'investissement de la part des chefs d'entreprises, très prudents face à une conjoncture toujours fragile. Autre indicateur témoignant de cette fragilité : les créations d'entreprises sont de nouveau en retrait ce trimestre.

La dégradation de l'activité économique régionale entraîne la poursuite de la détérioration du marché du travail. Première victime de cette conjoncture morose, l'emploi intérimaire plonge encore fortement au deuxième trimestre entraînant une baisse de l'emploi régional. Les offres d'emploi continuent de reculer, le nombre des demandeurs d'emploi augmente, contribuant ainsi à élever le taux de chômage régional à 13,7 % de la population active.

Isabelle DIOUM, Nicolas MILLET, Insee Languedoc-Roussillon

Environnement international : l'activité a ralenti

L'activité a nettement ralenti au deuxième trimestre 2012 dans les économies avancées¹ (+0,1 %) avec des trajectoires différentes selon les pays. L'économie américaine a progressé (+0,3 %), soutenue par la demande intérieure privée et par les exportations. L'activité a ralenti au Japon (+0,2 %) après le rebond du premier trimestre. En revanche, les économies européennes ont connu un nouvel accès de faiblesse. En raison du net recul de leur demande intérieure, la croissance a reculé dans la zone euro (-0,2 %), et au Royaume-Uni (-0,4 %). Cependant, les divergences restent fortes au sein de la zone euro : l'activité a progressé en Allemagne (+0,3 %) et est restée stable en France (0,0 %), tandis que la récession s'est intensifiée en Espagne (-0,4 %) et en Italie (-0,8 %). Les informations conjoncturelles de l'été laissent attendre, au second semestre, une croissance globalement atone dans les économies avancées. Elle resterait bridée par les consolidations budgétaires en cours et par le ralentissement dans les pays émergents. En outre, le prix du pétrole est reparti subitement à la hausse, notamment sous l'effet des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. En conséquence, le climat des affaires s'est encore légèrement dégradé, et se situe aujourd'hui à un niveau bas. Au second semestre de l'année, seuls les États-Unis, dont l'activité serait stimulée par une demande intérieure dynamique, maintiendraient une croissance dynamique. En Europe, la zone euro entrerait en récession au troisième trimestre 2012, avec une croissance de nouveau négative (-0,2 %). Le commerce extérieur pâtirait de l'appréciation de l'euro, mais aussi de la faiblesse de la demande des pays membres. Enfin, l'investissement des entreprises serait affecté par la faiblesse des débouchés, mais aussi par des taux de marge globalement faibles.

¹ Australie, Canada, Corée, Danemark, États-Unis, zone Euro, Hong Kong, Israël, Japon, Norvège, Nouvelle Zélande, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse, province chinoise de Taiwan et République tchèque.

La croissance française à l'arrêt

Au deuxième trimestre 2012, le PIB en volume reste stable (0,0 %), pour le troisième trimestre consécutif. Les dépenses de consommation des ménages reculent légèrement (-0,1 % après +0,1 %), tandis que l'investissement des entreprises croît à nouveau (+0,6 %) après un repli au premier trimestre (-1,4 %). Au total, la demande intérieure finale (hors stocks) contribue faiblement à l'évolution du PIB : +0,1 point au deuxième trimestre, après une contribution neutre au trimestre précédent. Les importations accélèrent nettement (+1,7 % après +0,7 %), tandis que les exportations restent peu dynamiques (+0,2 % après +0,1 %). En conséquence, le solde extérieur contribue de nouveau négativement à l'évolution du PIB (-0,4 point, après -0,1 point). Le comportement de stockage des entreprises contribue positivement à l'évolution de l'activité : +0,3 point après +0,1 point au premier trimestre 2012.

L'économie française serait à l'arrêt, avec une croissance nulle aux troisième et quatrième trimestres. Les pertes d'emplois des secteurs marchands atteindraient 67 000 postes au second semestre. Le taux de chômage continuerait d'augmenter, et atteindrait 10,6 % à la fin de l'année. La consommation des ménages serait pénalisée par la baisse du pouvoir d'achat. Il subirait en effet le triple effet des pertes d'emploi, de l'augmentation des prélèvements obligatoires et du niveau des prix du pétrole. Le repli du taux d'épargne des ménages permettrait toutefois à la consommation de résister.

Divers aléas sont associés à ce scénario. Du côté de la demande intérieure, dans l'hypothèse où la baisse du taux d'épargne ne compenserait que partiellement le recul du pouvoir d'achat, les dépenses des ménages et donc l'activité seraient affaiblies. Du côté de la demande extérieure, la croissance dans les pays émergents pourrait, à l'inverse, être plus forte que prévu si l'assouplissement passé de leur politique monétaire se mettait à porter ses fruits.

Synthèse régionale

L'économie du Languedoc-Roussillon au deuxième trimestre 2012 est toujours au ralenti, dans le prolongement d'un premier trimestre déjà très atone. Les difficultés persistent dans la plupart des secteurs d'activité. Ainsi, l'activité dans l'industrie se heurte à une contraction de la demande et les perspectives des industriels sur les mois à venir sont pessimistes. Le secteur de la construction dans la région se trouve dans une situation de plus en plus fragile. Les mises en chantier de logements sont en forte baisse. Les chefs d'entreprises du bâtiment estiment que l'activité générale de leur secteur va continuer de se détériorer dans les mois à venir. L'effondrement de la demande dans un contexte économique incertain, combiné à la fin du dispositif Scellier, des prix élevés et un durcissement des critères d'octroi du crédit expliquent les difficultés du secteur de la construction. Les professionnels des travaux publics se retrouvent dans le creux de la vague, en attendant le début des grands travaux dont les premiers effets devraient se faire ressentir qu'à la fin d'année 2013, voire en 2014. Le pouvoir d'achat des ménages baisse. Cela pénalise leur consommation et les ventes du commerce de détail. Seul le secteur des services tire son épingle du jeu, bénéficiant du dynamisme démographique de la région et de ses conséquences positives sur l'économie présentielle, ainsi qu'une fréquentation touristique en hausse au deuxième trimestre 2012.

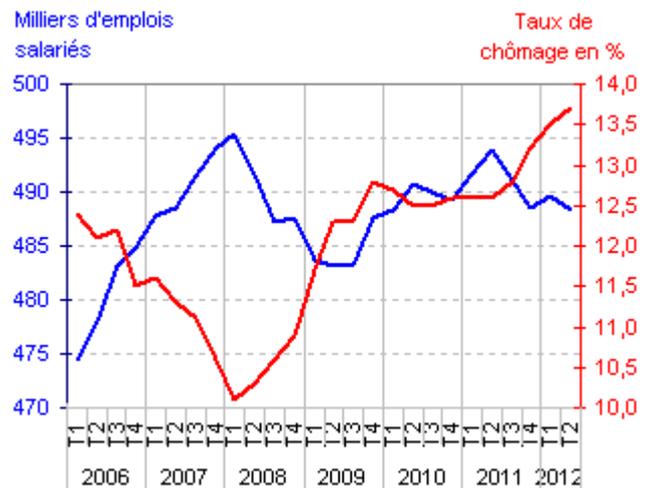
Les difficultés économiques et les incertitudes sur l'avenir se traduisent également par un recul des créations d'entreprises, notamment dans le commerce et la construction. Seules les créations sous le régime de l'auto-entrepreneur se stabilisent, en lien avec les difficultés d'accès à l'emploi. Les auto-entrepreneurs cherchent, sans doute, à développer une activité de complément à leur revenu ou à assurer leur propre emploi. Si le nombre de défaillances d'entreprises baisse ce trimestre, elles sont encore nombreuses dans le secteur du commerce et de la construction.

Au final, l'emploi s'est contracté avec une réduction des emplois salariés dans les secteurs marchands (- 1 200 postes, soit - 0,2 % au deuxième trimestre). Le nombre d'emplois intérimaires se réduit fortement, étant particulièrement sensible à la dégradation de l'activité et à l'incertitude conjoncturelle sur le futur. Seul le secteur des services marchands hors intérim enregistre des gains d'emploi ce trimestre, grâce au secteur de l'hébergement-restauration qui anticipe le lancement de la saison touristique. L'emploi industriel se replie de nouveau après le léger rebond du début d'année. Les destructions d'emploi dans le secteur de la construction se poursuivent au deuxième trimestre 2012, et ce, pour le cinquième trimestre consécutif. Les effectifs dans le secteur du commerce se réduisent également, victime du ralentissement de l'activité, et de ses conséquences en terme de consommation des ménages. Ces mauvais résultats économiques du deuxième trimestre alourdissent un peu plus les pertes d'emploi accumulées depuis un an, avec 5 500 postes détruits, soit - 1,1 %.

La dégradation de l'emploi contribue à augmenter les chiffres du chômage. Fin juin 2012, le nombre de demandeurs d'emploi, inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C, s'établit désormais à 229 200, soit 6 500 demandeurs de plus que fin mars.

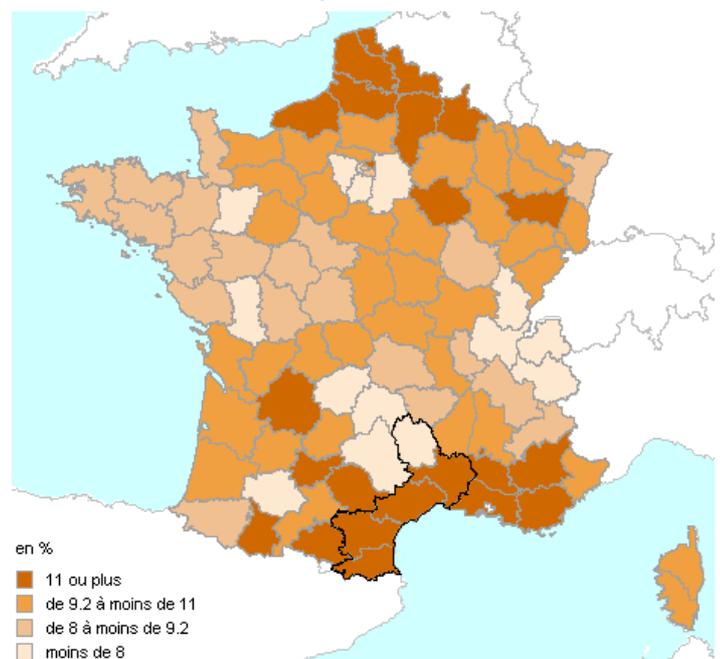
L'augmentation est plus importante ce trimestre (+ 2,9 % après + 2,5 % au premier trimestre). Le chômage de longue durée s'intensifie. En Languedoc-Roussillon, 84 600 demandeurs d'emploi en catégorie A, B, C sont inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus, soit + 3,5 % depuis fin mars. Le taux de chômage régional s'établit à 13,7 % de la population active, soit une augmentation trimestrielle de + 0,2 point. En un an la dégradation du chômage dans la région amplifie l'écart avec le national : + 4 points contre + 3,5 points un an plus tôt.

Emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles en Languedoc-Roussillon et taux de chômage régional



Source : Insee, estimations d'emploi et taux de chômage localisé.

Taux de chômage localisés par département en France métropolitaine



Source : Insee, taux de chômage localisés

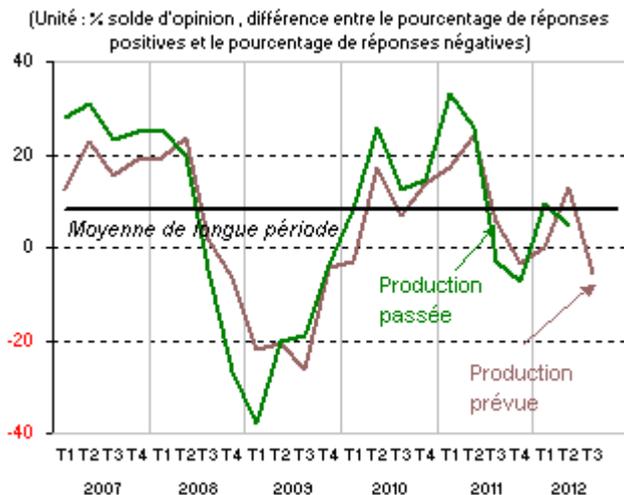
Activité économique

Ralentissement de l'activité dans l'industrie

Au deuxième trimestre 2012, les chefs d'entreprises de l'industrie estiment que l'activité s'est ralenti après le rebond du premier trimestre. La demande concernant l'industrie s'est contractée ce trimestre et les prévisions pour le troisième trimestre 2012 sont également mal orientées. Conséquence de cette baisse de la demande, les stocks s'alourdissent et les carnets de commande diminuent de nouveau. Ainsi, les industriels sont pessimistes quant à la production à venir.

Ce climat conjoncturel dégradé se retrouve sur le plan national, où les demandes globale et étrangère dans l'industrie se sont fortement contractées au deuxième trimestre 2012, les perspectives pour le troisième trimestre étant, elles aussi pessimistes.

Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans l'industrie en Languedoc-Roussillon



Source : Insee - enquête nationale de conjoncture pondérée par la structure régionale des établissements selon leur secteur et taille

Les difficultés persistent dans le bâtiment et dans les travaux publics

Au deuxième trimestre 2012, les chefs d'entreprises du bâtiment sont nombreux à indiquer que leur activité s'est dégradée. Le solde d'opinion reste en dessous de sa moyenne de longue période. Cette dégradation de l'activité touche particulièrement le secteur des logements neufs, tandis que l'activité se maintient dans le secteur de l'entretien-amélioration. Les entrepreneurs estiment que leurs carnets de commandes sont inférieurs à la normale, et ce particulièrement pour le gros œuvre. Les délais de paiement continuent de s'allonger, et la demande tant privée que publique ne décolle pas, contribuant ainsi à dégrader encore un peu plus une trésorerie jugée à un niveau très bas.

D'une manière générale, les chefs d'entreprises du bâtiment estiment que l'activité générale de leur secteur va continuer à se détériorer dans les mois à venir.

Au niveau national, les entrepreneurs du bâtiment signalent un climat conjoncturel défavorable. Ils indiquent que l'activité s'est dégradée au deuxième trimestre, et restent pessimistes concernant leur activité dans les prochains mois.

Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans le bâtiment en Languedoc-Roussillon

(Unité : % solde d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négatives)

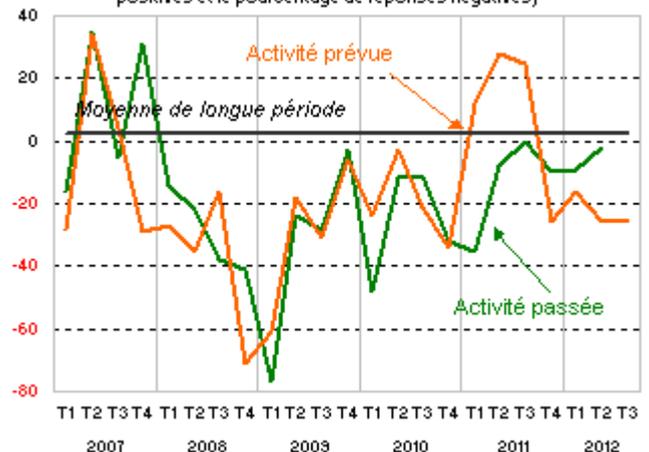


Source : Insee - enquête nationale de conjoncture pondérée par la structure régionale des établissements selon leur secteur et taille

Selon les entrepreneurs des travaux publics de la région, interrogés au deuxième trimestre 2012, la conjoncture continue de se dégrader. La prévision des grands travaux dans la région (contournement LGV Nîmes-Montpellier, ainsi que le doublement de l'A9) n'auront pas d'effet sur l'activité avant fin 2013, voire 2014. En attendant, les carnets de commande, émanant tant de la clientèle publique que privée, se réduisent. Ainsi, nombre de chefs d'entreprises font mention d'une sous-utilisation de leur capacité de production. Au défaut de la demande s'ajoute un allongement des délais de paiement des clients qui a pour conséquence de peser lourdement sur la trésorerie déjà très tendue des entreprises. Les entrepreneurs du secteur des Travaux Publics en Languedoc-Roussillon, estiment que toutes ces difficultés auront pour conséquence un recul de l'emploi dans les mois à venir. Au niveau national, le climat conjoncturel dans les Travaux Publics reste défavorable, et l'activité demeurerait faible au cours des trois prochains mois.

Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans les travaux publics en Languedoc-Roussillon

(Unité : % solde d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négatives)



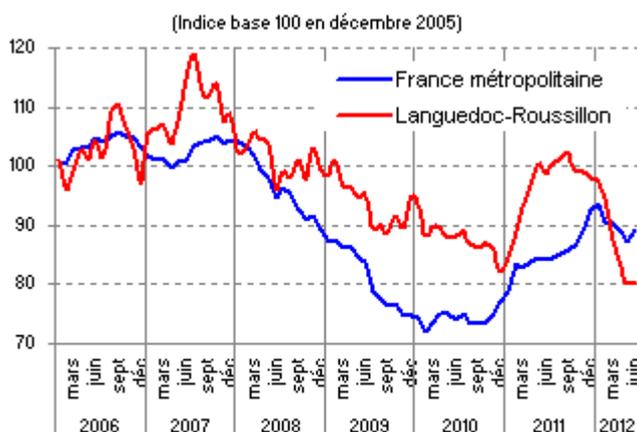
Source : enquête régionale de conjoncture - Fédération Régionale des Travaux Publics du Languedoc- Roussillon

Le recul du nombre de mises en chantier de logements se poursuit

En Languedoc-Roussillon, au deuxième trimestre 2012, les mises en chantier de logements diminuent de - 28,3 % par rapport au même trimestre un an auparavant. Cette baisse touche aussi bien les constructions de logements individuels (maisons) que les logements collectifs (appartements). Tous les départements de la région enregistrent un recul des mises en chantier avec une moindre baisse pour le département de l'Hérault. Depuis un an, la tendance est au repli des mises en chantier, soit - 18,5 % dans la région.

Ce trimestre, la baisse du nombre de logements commencés est également perceptible au niveau national, soit - 6,9 % par rapport au deuxième trimestre 2011.

Évolution du nombre de logements commencés

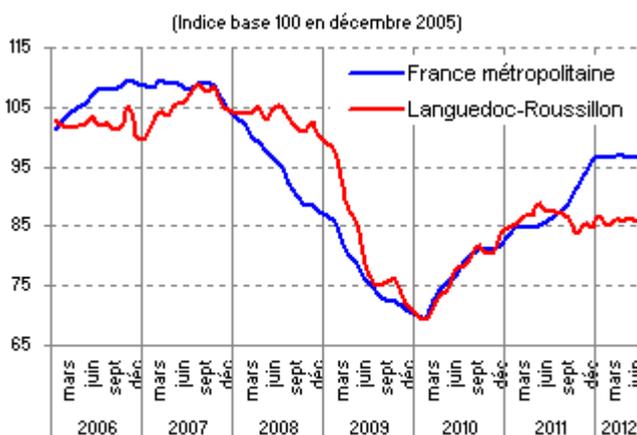


Note : Données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente le nombre de logements des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del

Les perspectives d'activité dans les mois qui viennent ne semblent pas s'améliorer. En effet, les autorisations de construction sont également à la baisse ce trimestre (- 1,9 % par rapport au deuxième trimestre 2011). Ce coup d'arrêt des autorisations touche autant les logements individuels que collectifs.

Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



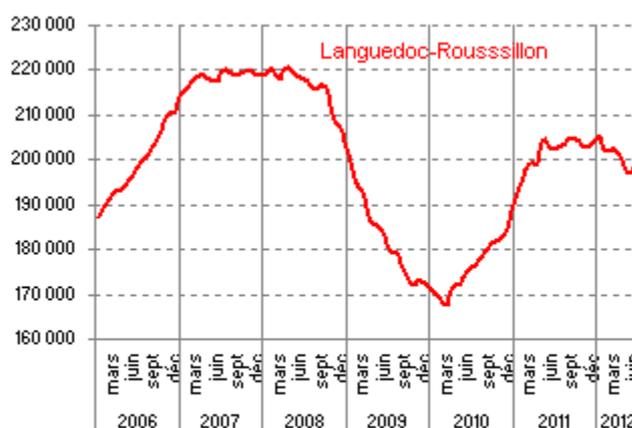
Note : Données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente le nombre de logements des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del

Du côté de la demande, le repli de l'activité s'accroît également au cours du deuxième trimestre. Selon la Fédération des promoteurs immobiliers, les ventes sont en retrait de - 50 % par rapport au deuxième trimestre 2011 dans la région. Ce recul s'explique par l'effondrement des ventes suite à la forte réduction de l'avantage fiscal accordé à l'investissement locatif. L'attente des ménages dans un contexte économique incertain, des prix toujours élevés, ainsi que le durcissement des critères d'octroi du crédit, malgré des taux bas, sont également des facteurs explicatifs à ce recul des ventes de logements.

Le ralentissement de la demande se traduit par un léger fléchissement de la production de matériaux. Sur un an, la consommation de béton prêt à l'emploi recule de - 1,9 % en Languedoc-Roussillon par rapport aux douze mois précédents. Cette faible diminution s'explique notamment par le soutien de chantiers déjà commencés dans les travaux publics, dont les effets se font encore sentir aujourd'hui, et par l'activité du secteur de l'amélioration-entretien qui est encore soutenue ce trimestre.

Évolution de la Consommation de Béton Prêt à l'Emploi (en m3)



Note : Données mensuelles brutes. Chaque point représente la consommation de béton prêt à l'emploi en m3 des 12 derniers mois.

Source : Syndicat National du Béton prêt à l'emploi (SNBPE)

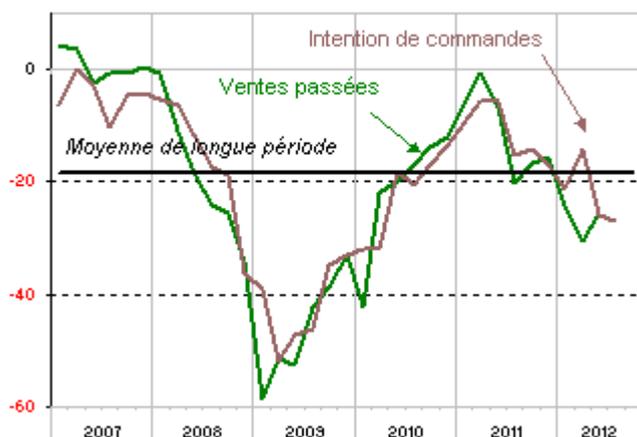
Légère amélioration des ventes dans le commerce de gros, mais dégradation dans le commerce de détail et la réparation d'automobiles

Selon les entrepreneurs interrogés, les ventes dans le commerce de gros progressent ce trimestre. Néanmoins, le solde d'opinion correspondant reste en dessous de sa moyenne de longue période. Les tendances sur l'activité observée divergent selon les secteurs. Dans l'agroalimentaire, les grossistes font état d'une hausse sensible des ventes. En revanche, ils mentionnent un retrait des ventes de biens d'équipement.

Globalement, pour la fin de l'année, les grossistes estiment que l'activité devrait se tasser, l'opinion sur les intentions de commandes faisant état d'une stabilité.

Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans le commerce de gros en Languedoc-Roussillon

(Unité : % solde d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négatives)



Source : Insee - enquête nationale de conjoncture pondérée par la structure régionale des établissements selon leur secteur et taille

D'après les chefs d'entreprises du commerce de détail et de la réparation d'automobiles, les ventes des derniers mois ont ralenti. Les intentions de commandes pour les mois à venir restent faibles, et le niveau des stocks est jugé supérieur à sa moyenne de longue période. Les ventes se stabilisent dans le commerce généraliste (supermarché et hypermarché), tandis qu'elles sont en baisse dans le commerce spécialisé. La contraction des intentions de commandes confirme la tendance à la baisse pour les prochains mois.

Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans le commerce de détail en Languedoc-Roussillon

(Unité : % solde d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négatives)



Source : Insee - enquête nationale de conjoncture pondérée par la structure régionale des établissements selon leur secteur et taille

Immatriculations de véhicules particuliers : un marché en très net recul

Le recul des immatriculations de voitures neuves en Languedoc-Roussillon s'est poursuivi au deuxième trimestre 2012. La baisse a été de - 6,0 % par rapport au deuxième trimestre 2011 (- 6,7 % au niveau national). Sur le premier semestre 2012, le tableau est plus sombre. Les immatriculations de voitures neuves ont chuté de - 17,4 % en glissement annuel. Ces mauvais résultats ont été

amplifiés par un très mauvais premier trimestre 2012 (- 26,4 %). Cette forte baisse était liée aux effets de la prime à la casse qui continuait de soutenir les ventes du premier trimestre 2011.

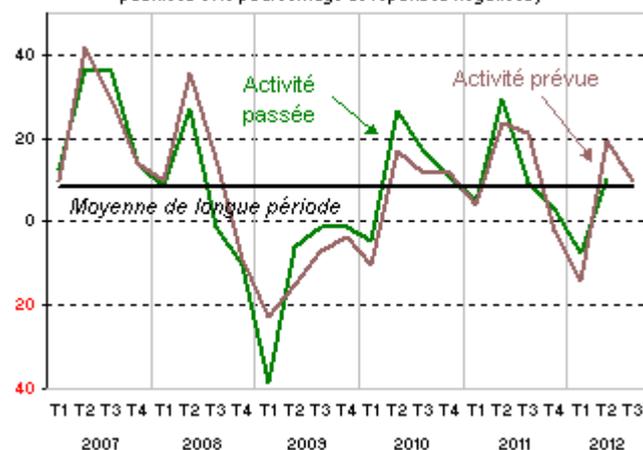
Redressement légèrement positif dans les services

Au deuxième trimestre 2012, les entrepreneurs des services estiment l'activité en hausse. Ce rebond est conforme à la saisonnalité des services pour lesquels l'activité est traditionnellement bonne au deuxième trimestre. Les professionnels du secteur de l'hébergement et de la restauration trouvent que l'activité progresse en ce début de saison. Dans les activités immobilières et de soutien aux entreprises, le climat reste atone. La baisse des ventes immobilières au cours du deuxième trimestre 2012 traduit le ralentissement de l'activité dans le secteur de la construction. Pour les mois à venir, les entrepreneurs estiment que l'activité va encore se dégrader.

En France, la conjoncture reste morose dans les services. Les entrepreneurs estiment que l'activité se dégrade et révisent à la baisse leurs anticipations pour les mois à venir.

Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans les services en Languedoc-Roussillon

(Unité : % solde d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négatives)



Source : Insee - enquête nationale de conjoncture pondérée par la structure régionale des établissements selon leur secteur et taille

Bonne tenue de la fréquentation touristique

Au deuxième trimestre 2012, la fréquentation touristique dans les hôtels et les campings de la région augmente de 152 000 nuitées (+ 2,3 %) par rapport au deuxième trimestre 2011. Au niveau national, elle baisse de - 1,0 %.

Après un début d'année marqué par un ralentissement de l'activité hôtelière, la fréquentation du deuxième trimestre 2012 se redresse.

D'avril à juin 2012, 1,2 million de touristes ont séjourné dans les hôtels du Languedoc-Roussillon totalisant plus de 2 millions de nuitées. Les touristes sont venus moins nombreux que l'an passé (- 1,2 %) mais ont prolongé leurs séjours dans la région générant un bilan positif pour l'activité du secteur. La fréquentation s'accroît, ainsi, de + 0,7 % par rapport au deuxième trimestre 2011 soit

13 200 nuitées supplémentaires. La hausse régionale se démarque de la tendance nationale orientée à la baisse (- 0,8 % en nombre de nuitées).

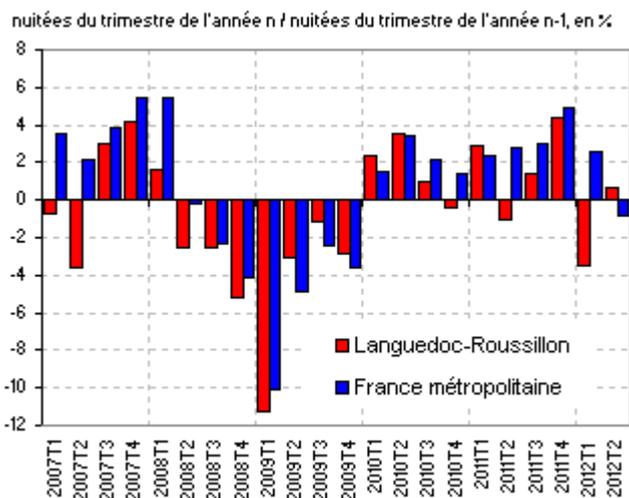
Nombre de nuitées au deuxième trimestre 2012

Données brutes	Languedoc-Roussillon Nombre de nuitées (en milliers)		France métropolitaine
	2e trim 2012 Prov	Variation annuelle (en %)	Variation annuelle (en %)
Hôtels	2 044,0	0,7	- 0,8
Campings : mai --> juin*	2 998,5	4,9	- 1,2

* Les campings ne sont interrogés qu'entre mai et septembre
Sources : INSEE, Direction du Tourisme, Partenaires régionaux.

Le tourisme d'affaires contribue presque intégralement à la hausse trimestrielle : il s'accroît de + 1,4 % par rapport au deuxième trimestre 2011 (+ 11 700 nuitées) alors que le tourisme de loisirs reste stable ce trimestre avec + 0,1 % (+ 1 500 nuitées). Ces différences d'évolution s'inscrivent dans la continuité des tendances observées depuis 2010 : les déplacements pour motifs professionnels suivent une tendance à la hausse selon un rythme soutenu tandis que le tourisme d'agrément est en décroissance, légère et continue, dans la région. De ce fait, le tourisme d'affaires représente une part croissante de la clientèle hôtelière régionale : sur les 3 mois du trimestre, elle représente 42% des nuitées passées dans les hôtels de la région contre 39 % au deuxième trimestre 2010.

Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Sources : Insee ; direction du Tourisme ; partenaires régionaux

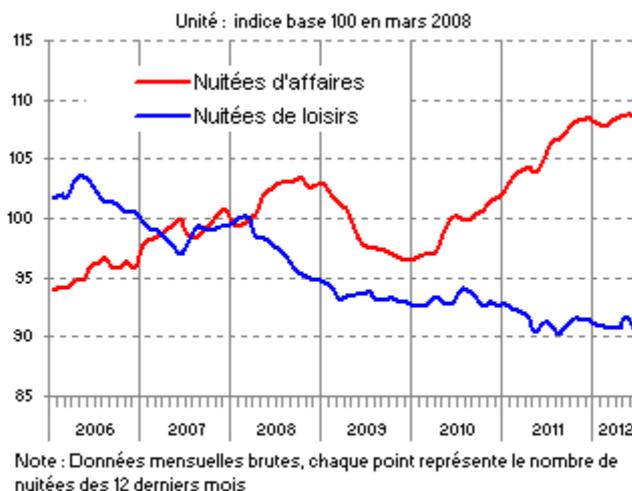
Les zones de montagne bénéficient d'un surplus de fréquentation important (+ 5,9%). La Lozère est le premier bénéficiaire de cette progression : le nombre de nuitées s'accroît fortement de + 9,5 % dans ce département.

Les zones de passage où se situent d'importantes agglomérations ont aussi été très attractives (+ 11 000 nuitées), principalement du fait de la clientèle en provenance de l'Hexagone. Le regain de fréquentation dans le département du Gard, de + 5,4 %, est intégralement localisé dans sa zone de passage.

À l'exception de la côte pyrénéenne, le repli de fréquentation est fort sur l'espace littoral (- 2,7 %). Le département de l'Hérault, qui concentre 60 % des nuitées passées à proximité du bord de mer, accuse ainsi une baisse de - 2,4 % de fréquentation.

Le nombre de nuitées enregistrées dans les départements des Pyrénées-Orientales et de l'Aude reste relativement stable par rapport à l'an passé.

Évolution de la fréquentation pour motif de loisirs et d'affaires dans les hôtels



Sources : Insee ; direction du Tourisme ; partenaires régionaux

Les touristes en provenance de l'étranger soutiennent l'activité hôtelière de ce deuxième trimestre (+ 5,9 %, soit + 22 800 nuitées) alors que la clientèle française est en repli de - 0,6 % (- 9 300 nuitées). Les trois quarts des nuitées étrangères supplémentaires du trimestre sont dues à une clientèle non européenne, notamment en provenance des États-Unis, du Japon et de la Chine. Les nuitées des clients européens sont, quant à elles, en légère hausse par rapport à 2011. Les fréquentations reflètent les situations économiques respectives des pays. Ainsi, les Allemands et les Suisses, tenus relativement à l'écart du ralentissement général de l'activité des économies européennes, sont venus plus nombreux. A l'inverse les fréquentations belges et surtout espagnoles sont en fort retrait. Seule exception, la fréquentation italienne a légèrement augmenté.

Le début de saison des campings marque un point très positif avec une hausse de + 4,9 % du nombre de nuitées selon les résultats provisoires des mois de mai et de juin. Ce surplus de fréquentation est exclusivement dû à l'afflux de clientèle étrangère car les touristes français ont été un peu moins nombreux que l'an passé à s'être rendu dans les campings de la région. L'Hérault et le Gard se démarquent en ayant deux fois plus progressé que la moyenne régionale. La Lozère a également connu une hausse, mais moins marquée. A l'inverse, l'Aude et les Pyrénées-Orientales ont subi une légère baisse dans la fréquentation de l'hôtellerie de plein-air.

Créations d'entreprises : repli des créations

Le nombre de créations d'entreprises est en baisse, en Languedoc-Roussillon, au deuxième trimestre 2012, par rapport au deuxième trimestre 2011 (- 7,0 %). Au niveau national, les créations ont également reculé mais plus faiblement (- 1,2 %).

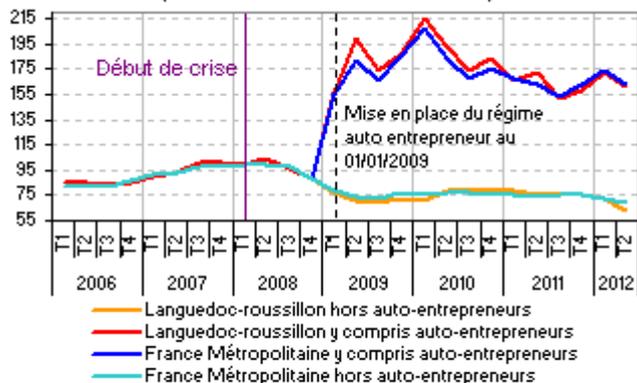
Au cours du deuxième trimestre 2012, près de 7 740 entreprises ont été créées en Languedoc-Roussillon, dont la majorité (59 %) sous le régime de l'auto-entrepreneur. Leur part dans l'ensemble des créations avait tendance à se réduire depuis le pic atteint début 2010, où les auto-entreprises représentaient 64 % des créations, pour ne représenter qu'une sur deux début 2011. Ce rebond des créations d'auto-entreprises début 2012 est lié, sans doute, aux difficultés économiques et à leurs conséquences sur l'emploi. En effet, deux raisons principales motivent les créateurs d'auto-entreprises : développer une activité de complément et assurer leur propre emploi. En conséquence, dans cette période de difficultés face à l'emploi, de nouveaux entrepreneurs créent leur auto-entreprise.

En dehors du statut d'auto-entrepreneur dont le nombre de créations se stabilise ce trimestre, toutes les autres formes juridiques sont en recul. Ainsi, les créations sous forme de sociétés reculent de - 5,2 % (en glissement annuel) et surtout les entreprises individuelles hors auto-entreprises baissent de - 27,8 %.

Les secteurs qui contribuent le plus à cette baisse sont le commerce, la construction et les services aux ménages. Tous les départements de la région sont concernés par cette baisse des créations d'entreprises au deuxième trimestre 2012. Les plus forts reculs sont localisés dans les Pyrénées-Orientales et dans l'Hérault, avec respectivement - 9,3 % et - 9,1 %.

Créations d'entreprises

(en indice base 100 au 1er trimestre 2008)



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous le régime d'auto-entrepreneur sont brutes.

Source : Insee, REE (répertoire des entreprises, Sirène)

Créations trimestrielles d'entreprises

Données brutes	Nombre de créations d'entreprises	Glissement (%) annuel du cumul sur 3 mois (T/T-4) *	
		Languedoc-Roussillon	France entière
Forme sociétaire	1 941	-5,2	-5,1
Entreprises individuelles	5 794	-7,6	0,4
Dont auto-entrepreneur	4 559	0,0	5,3
Dont hors auto-entrepreneur	1 235	-27,8	-15,5
Ensemble	7 735	-7,0	-1,2

*Créations d'entreprises durant les 3 derniers mois comparées aux même mois un an auparavant

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements - Champ : Activités marchandes hors agriculture

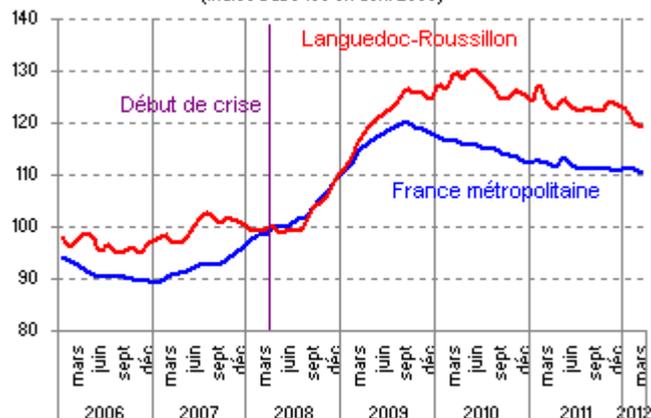
Les défaillances d'entreprises en baisse

Au premier trimestre 2012, 789 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire en Languedoc-Roussillon. Le nombre de défaillances baisse de - 11% au cours du premier trimestre par rapport au premier trimestre 2011. Sur un an, la tendance est au recul en Languedoc-Roussillon comme en France métropolitaine. Le nombre de défaillances prononcées au cours des douze derniers mois baisse par rapport au douze mois précédents de - 3,9 % pour la région et de - 1,5 % pour le national.

La baisse des défaillances d'entreprises concerne surtout les secteurs de l'immobilier, de la construction et du commerce, transports, hébergement-restauration. Si l'amélioration est sensible pour ces secteurs, il faut rappeler qu'ils ont particulièrement souffert depuis le début de la crise. Le secteur du commerce, transport, hébergement et restauration enregistre encore 335 défaillances au premier trimestre 2012, soit 42 % des défaillances de la région. Dans la construction, 205 procédures de redressement ou de liquidation judiciaire ont été ouvertes, soit un quart des défaillances régionales.

Défaillances d'entreprises

(indice base 100 en avril 2008)



Note : Données mensuelles brutes, en date de jugement. Chaque point représente le nombre de défaillances des 12 derniers mois.

Sources : BODDAC ; Insee

Emploi salarié

L'emploi salarié baisse surtout dans l'intérim

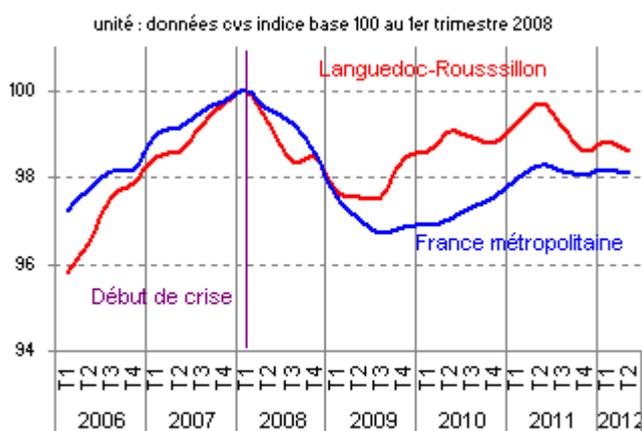
Au deuxième trimestre 2012, l'emploi salarié dans les secteurs marchands (hors agriculture, administration, éducation, santé, action sociale, particuliers employeurs) recule de 1 200 postes en Languedoc-Roussillon (- 0,2 % par rapport au trimestre précédent). Ces mauvais résultats en terme de création d'emploi s'expliquent en grande partie par la nouvelle baisse de l'intérim. En effet, l'intérim est fortement lié à la conjoncture : dès que l'activité se dégrade, l'ajustement de l'emploi porte en premier lieu sur les contrats temporaires, comme en témoigne la chute très marquée de l'intérim depuis un an (- 4 500 postes, soit - 24,5 %). Cette baisse de l'emploi salarié annule le léger rebond du début d'année. Au niveau national, le nombre de salariés en emploi dans les secteurs marchands recule de 22 400 postes soit (- 0,1 %).

Évolution de l'emploi salarié marchand

	Languedoc-Roussillon		France métropolitaine	
	2012T2	2012t2/2011t2	2012T2	2012t2/2011t2
Industrie	-0,6	-1,1	-0,2	-0,7
Construction	-0,8	-2,4	-0,5	-0,8
Commerce	-0,3	-0,6	0,0	-0,1
Services marchands hors intérim	+0,7	+0,7	+0,2	+0,7
Intérim	-10,6	-24,5	-3,3	-9,1
Ensemble	-0,2	-1,1	-0,1	-0,2

Données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre
 Champ : emploi en fin de trimestre hors agriculture, emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociales) et activité des ménages en tant qu'employeur
 Source : Insee, estimation d'emploi

Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, Estimations d'emploi

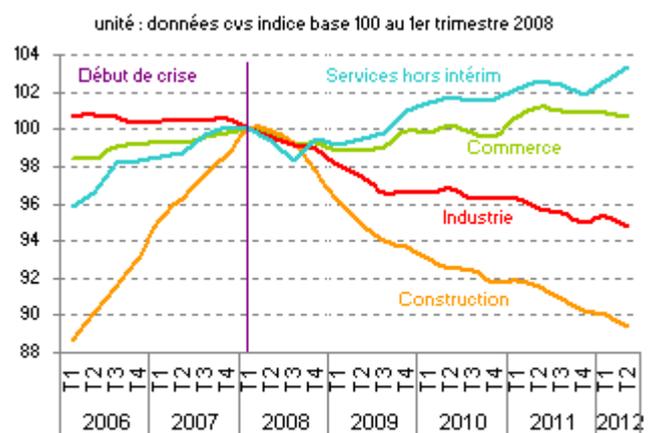
Hors intérim, l'emploi salarié dans les secteurs marchands progresse légèrement, de + 400 postes, soit + 0,1 %. Cette progression est portée par les services marchands.

Dans la région, ce secteur continue de progresser au même rythme qu'au premier trimestre (+ 1 600 emplois hors intérim, soit + 0,7 %). Il a bénéficié essentiellement

des créations de postes dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (+ 1 200 postes soit + 2,8 %) pour le lancement de la saison touristique fin juin. Le secteur des autres activités de services, tournés vers les services aux ménages, gagne également des emplois (+ 330 postes soit + 1,0 %). L'emploi progresse légèrement ce trimestre dans les activités financières et d'assurance, ainsi que dans les activités scientifiques et techniques, et les services aux entreprises hors intérim. En revanche, l'emploi recule dans le secteur des transports et entreposage (- 0,6 %).

Les destructions d'emploi dans la construction se poursuivent au deuxième trimestre 2012 pour le cinquième trimestre consécutif : - 440 postes soit - 0,8 %. La situation continue de se dégrader depuis le début de la crise en 2008, l'emploi salarié ayant reculé de - 6 500 postes.

Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Languedoc-Roussillon



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, Estimation d'emploi

Dans l'emploi industriel hors intérim, le léger rebond du début d'année a été effacé par les pertes d'emploi du deuxième trimestre. L'emploi salarié dans l'industrie régionale diminue de - 0,6 % ce trimestre, soit - 400 postes.

L'emploi hors intérim dans le secteur du commerce subit également le ralentissement de l'activité, et la baisse de la consommation des ménages. Les effectifs diminuent ce trimestre dans le commerce (- 0,3 %), soit un solde négatif de - 300 emplois.

Chute de l'emploi intérimaire

Au deuxième trimestre 2012, l'emploi intérimaire régional chute de - 10,6 % par rapport à mars 2012. Au niveau national, les effectifs intérimaires diminuent de - 3,3 %. Dans la région, l'emploi intérimaire a reculé de - 4 500 postes depuis un an, soit une baisse de - 24,5 % en glissement annuel.

La situation de l'intérim se dégrade dans tous les secteurs d'activités.

En juin 2012, le secteur de la construction reste le premier utilisateur de main d'œuvre intérimaire avec un taux de recours à l'intérim¹ de 8,2 %. L'emploi intérimaire de la

¹ Le taux de recours est le rapport du nombre d'intérimaires/emploi salarié total.

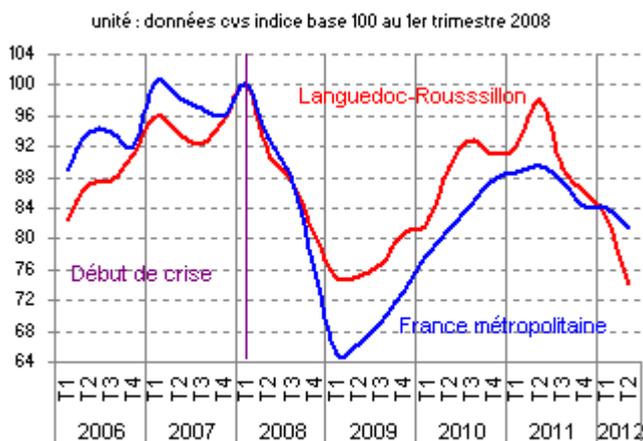
construction chute de - 10,3 % depuis fin mars 2012. Ce déclin de l'intérim dans la construction illustre les difficultés du secteur.

L'industrie est le deuxième secteur ayant le plus recours à l'intérim. Dans ce secteur, l'emploi intérimaire baisse de - 5,7 % ce trimestre.

Le secteur du commerce n'est pas épargné, subissant une perte d'emplois intérimaires de - 11,7 %.

Enfin, le secteur des services marchands, pourtant créateur d'emplois salariés, subit la plus forte baisse d'emplois intérimaires ce trimestre, soit - 13,0 %.

Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, Estimations d'emploi

L'emploi résiste dans l'Aude et l'Hérault

Au deuxième trimestre 2012, l'emploi salarié augmente faiblement dans le département de l'Aude (+ 0,2 %) et se stabilise dans l'Hérault.

Les gains d'emploi dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration, ainsi que dans les services administratifs permettent à l'emploi du département de l'Aude de progresser ce trimestre.

Dans l'Hérault, les hausses d'emploi des secteurs de l'hébergement et de la restauration et des autres activités de services compensent les fortes baisses de l'intérim et des autres secteurs notamment de la construction et du commerce.

En Lozère et dans les Pyrénées-Orientales, l'emploi recule de - 0,6 % ce trimestre. En Lozère, les plus fortes baisses concernent les secteurs du commerce, de l'intérim et des autres activités de services. Dans les Pyrénées-Orientales, l'intérim et le commerce connaissent les plus fortes pertes d'emploi.

Enfin, l'emploi dans le département du Gard recule de - 0,7 % au deuxième trimestre 2012. Cette baisse s'explique essentiellement par la dégradation de l'emploi dans les secteurs de l'intérim, du commerce et des autres activités de services.

Le marché du travail

Taux de chômage : la hausse se poursuit

En Languedoc-Roussillon, au deuxième trimestre 2012, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 13,7 % de la population active, soit une augmentation trimestrielle de + 0,2 point. L'écart s'amplifie avec le national où le taux de chômage augmente de + 0,1 point ce trimestre pour atteindre 9,7 % de la population active. Le Languedoc-Roussillon est la région qui subit le plus fort taux de chômage de France métropolitaine. En un an, la hausse du taux de chômage est également plus forte dans la région qu'en France métropolitaine (respectivement + 1,1 point et + 0,6 point).

Évolution du taux de chômage

	Taux de chômage en %			Variation (en point de %)	
	2e trim 2011	1er trim 2012	2e trim 2012 (p*)	trim	annuelle
Aude	12,5	13,4	13,5	+0,1	+1,0
Gard	12,3	13,0	13,3	+0,3	+1,0
Hérault	13,2	14,0	14,4	+0,4	+1,2
Lozère	5,5	5,9	6,2	+0,3	+0,7
Pyrénées-Orientales	12,8	14,1	14,4	+0,3	+1,6
Languedoc-Roussillon	12,6	13,5	13,7	+0,2	+1,1
France métropolitaine	9,1	9,6	9,7	+0,1	+0,6

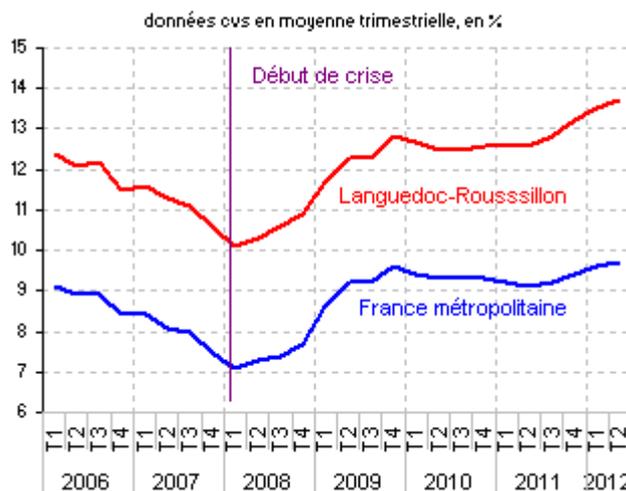
* (p) = provisoire

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Haussse du taux de chômage dans tous les départements

L'augmentation du taux de chômage s'observe dans tous les départements de la région, avec une hausse plus marquée dans l'Hérault +0,4 point ce trimestre. Désormais, les Pyrénées-Orientales et l'Hérault présentent les taux de chômage par département les plus élevés de France métropolitaine, soit 14,4 % de la population active. La situation se détériore également dans les autres départements. Le taux de chômage atteint désormais 13,5 % de la population active dans l'Aude, 13,3 % dans le Gard et 6,2 % en Lozère.

Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage au sens BIT et taux de chômage localisé

Nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B et C) a poursuivi sa hausse au deuxième trimestre 2012. Fin juin 2012, 229 200 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en Languedoc-Roussillon, soit 6 500 demandeurs d'emploi de plus qu'en mars. Le rythme de progression s'est intensifié ce trimestre (+ 2,9 % après + 2,5 % au premier trimestre). L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi dans la région est toujours plus forte qu'au niveau national (+ 2,0 % ce trimestre).

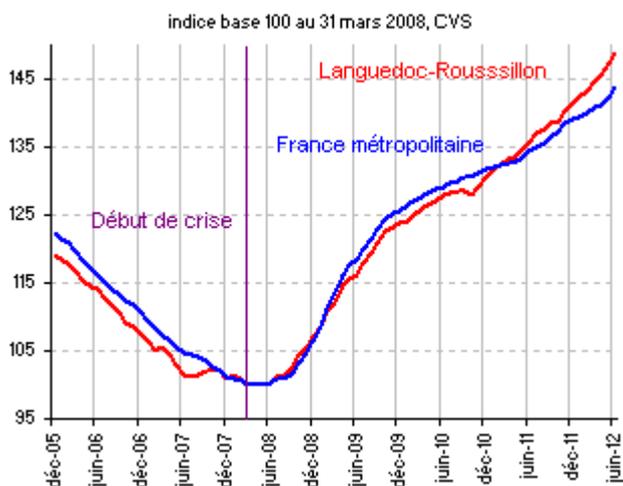
La hausse du nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois (catégorie A) s'est accélérée au deuxième trimestre 2012 (+ 4 400 après + 3 300). De même, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) s'est poursuivie (+ 2 000 après + 1 700), en particulier pour la catégorie B (+ 1 400 après + 500).

Cette accélération du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, B et C dans la région s'explique essentiellement par la diminution des sorties des listes de Pôle emploi au deuxième trimestre (- 1,8 % par rapport au premier trimestre). Cette diminution résulte surtout de la baisse des déclarations de reprises d'emploi (- 8,6 %).

En revanche les entrées à Pôle emploi en catégorie A, B, C diminuent de - 1,7 % au cours des trois derniers mois. La baisse des entrées est principalement liée au repli des « premières entrées sur le marché du travail » (- 10,8 %), des « reprises d'activité » (- 7,3 %), et des « fins de mission d'intérim » (- 4,7 %).

Au cours du deuxième trimestre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C augmente plus fortement dans les départements des Pyrénées Orientales (+ 4,0 %) et de la Lozère (+ 8,1 %). Les autres départements se situent autour de la moyenne régionale, soit respectivement + 3,0 % dans le Gard, + 2,5 % dans l'Hérault, et + 2,4 % dans l'Aude.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (A,B,C) inscrits à Pôle emploi

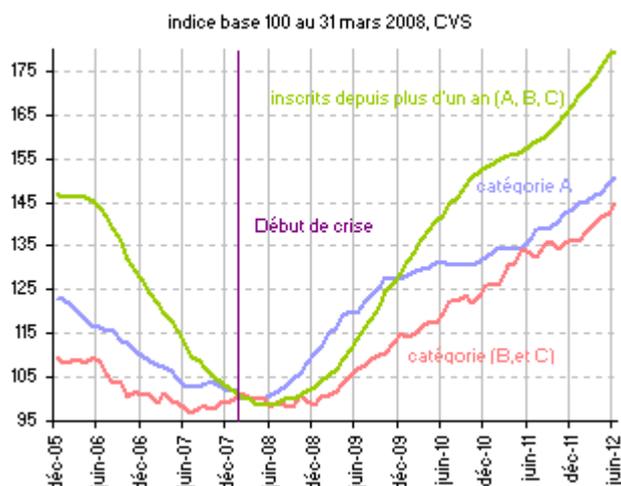


Source : Pôle emploi, Dares

Le chômage de longue durée s'intensifie

En Languedoc-Roussillon, 84 600 demandeurs d'emploi en catégorie A, B, C sont inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus, soit + 3,5 % depuis fin mars. Les demandeurs d'emploi de longue durée représentent désormais 37 % des demandeurs d'emploi, soit une hausse de + 0,2 point par rapport à fin mars. Depuis un an, le chômage de longue durée dans la région a augmenté de + 13,7 %. Ce mouvement à la hausse est plus fort qu'au niveau national, où la variation est de + 6,9 % depuis un an.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi



Source : Pôle emploi, Dares

Les 50 ans et plus sont plus touchés par le chômage

Parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi en catégorie A, B, C en Languedoc-Roussillon, le nombre de demandeurs de 50 ans ou plus augmente de + 4,7 % au deuxième trimestre 2012 (+ 18,5 % en un an).

Les offres d'emploi reculent encore au deuxième trimestre 2012

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi en Languedoc-Roussillon sont en retrait de - 12,0 % par rapport au premier trimestre 2012 (- 18,3 % depuis un an). Ce recul des offres d'emploi concerne autant les offres d'emploi de courte durée (CDD, intérim), soit - 6,9 %, que les offres d'emploi durables (six mois ou plus), soit - 20,4 %.

La situation est identique au niveau France métropolitaine, mais de manière plus mesurée, avec une diminution des offres d'emploi de - 4,1 % par rapport au premier trimestre 2012, et de - 9,8 % en un an.

Pour comprendre ces résultats

Les données brutes et corrigées des variations saisonnières (CVS)

La série brute est la série observée ; son évolution peut en général se décomposer en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et des composantes irrégulières. La correction des variations saisonnières est une technique statistique pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, pour en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composantes irrégulières). Les données CVS sont utilisées pour comparer les trimestres entre eux. Les données brutes sont utilisées pour comparer une période par rapport à la même période de l'année précédente. Pour des données brutes trimestrielles, le trimestre est comparé au même trimestre de l'année précédente ; pour des données trimestrielles cumulées sur quatre trimestres, le cumul sur les quatre derniers trimestres est comparé au cumul sur les quatre trimestres précédents.

Les estimations trimestrielles régionales de l'emploi salarié marchand

Source : Insee

Les évolutions trimestrielles des effectifs salariés sont fondées sur les évolutions de l'emploi de la source URSSAF. Tous les établissements versant des cotisations sociales, y compris ceux qui se créent au cours du trimestre, sont pris en compte. Pour les années 2009 et antérieures, les estimations trimestrielles d'emploi sont calées sur les estimations annuelles issues de la source ESTEL (Estimations d'emploi localisé) et élaborées à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS). Le niveau d'emploi au 31 décembre est ainsi égal à celui des estimations annuelles. Les estimations calculées par ESTEL sont corrigées de la multi activité et correspondent à un concept d'emploi au sens du Bureau International du Travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée dans le niveau d'emploi. Les taux d'évolution trimestriels issus d'Épure (données Urssaf exploitées par l'Insee) sont appliqués au point annuel 2009. En ce qui concerne l'emploi intérimaire, l'indicateur utilisé est une moyenne sur les cinq derniers jours ouvrés du trimestre, du nombre de missions d'intérim en cours chaque jour. Cet indicateur est élaboré par la Dares à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries sont corrigées des variations saisonnières et calées sur le niveau national.

Révision des séries d'estimations d'emplois

Pour un même trimestre, plusieurs estimations successives sont réalisées.

Une première estimation de l'emploi salarié régional dans les grands secteurs économiques (industrie, construction, commerce, intérim et services marchands hors intérim) est disponible environ 70 jours après la fin du trimestre.

À l'issue du troisième mois suivant la fin du trimestre (environ 90 jours après la fin du trimestre), une estimation de l'emploi départemental au niveau A17 de la nomenclature agrégée est réalisée à partir de la source Urssaf au sein des directions régionales de l'Insee, qui disposent ainsi d'un temps de traitement plus long et de l'intégration des déclarations des cotisants retardataires.

Cette estimation est susceptible d'être révisée à l'occasion de la publication des résultats du trimestre suivant (soit 160 jours après la fin du trimestre), puis une nouvelle fois au troisième mois après la fin du trimestre suivant (soit 180 jours après la fin du trimestre).

Enfin, un dernier ajustement des résultats trimestriels est effectué lorsque de nouvelles estimations annuelles sont disponibles. Celles-ci concernent à chaque fois les deux dernières années.

Le chômage

Source : Insee

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Le taux de chômage :

C'est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Sources : **Pôle emploi - DIRECCTE Languedoc-Roussillon - Dares**

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).
- Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.
- Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Créations d'entreprises

Source : **Insee - Sirene**

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Les créations d'entreprises correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire Sirene, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise, s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur en termes d'activité et de localisation.

Défaillances d'entreprises :

Source : **Bodacc - Insee**

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de jugement de redressement judiciaire (qui ne se traduit pas toujours par une liquidation). Cette procédure intervient lorsque l'entreprise est en situation de cessation de paiements. Les séries publiées dans cet article sont des séries en date de jugement, date à laquelle la procédure de redressement judiciaire a été effectivement ouverte dans le tribunal de commerce ou le tribunal de grande instance.

Les logements :

Sources : **Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (MEEDDM - DREAL).**

Les résultats publiés sont issus de la base de données [Sit@del2](#). Celle-ci rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les directions départementales du ministère et par les communes instructrices. Les résultats sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données [Sit@del2](#).

Les chiffres publiés portent sur le nombre de logements ordinaires (hors logements en résidence), au sein desquels, les logements individuels (maisons) sont distingués des logements collectifs (appartements). Les logements en résidences (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres). Les foyers et les hôtels qui ne comportent que des chambres et des services communs ne sont pas classés dans les logements mais dans les locaux d'hébergement.

La repondération des enquêtes de conjoncture

Source : **Insee**

L'Insee effectue mensuellement des enquêtes nationales auprès des entreprises des secteurs de l'industrie, du bâtiment, du commerce de détail, du commerce de gros et des services marchands.

Les résultats régionaux sont obtenus en appliquant aux indicateurs nationaux élémentaires la structure régionale des établissements, selon leur secteur d'activité et leur taille.

Les soldes d'opinion résultent de la différence entre le pourcentage d'entrepreneurs qui estiment la situation « en hausse » et le pourcentage des entrepreneurs qui l'estiment « en baisse », au regard de la question posée. Les réponses de type « stable » n'influencent pas la valeur des soldes.

L'interprétation des séries doit se faire avec prudence : en général l'évolution d'une série sera privilégiée par rapport à son niveau. Toutefois, pour qualifier son niveau, la référence doit toujours être la moyenne de longue période de la série pour tenir compte du comportement de réponse usuel des chefs d'entreprise.

Fréquentation hôtelière

Hôtellerie

Sources : **Insee - Ministère délégué au Tourisme**

L'enquête mensuelle effectuée auprès des hôtels du Languedoc-Roussillon est une enquête nationale résultant d'une convention passée entre le Ministère délégué au Tourisme et l'Insee. Au niveau régional, elle est réalisée en partenariat avec la Délégation régionale au tourisme, le Comité régional du tourisme et les Comités départementaux du tourisme.

La collecte est réalisée tous les mois auprès d'un échantillon d'hôtels classés en six catégories, de 0 à 4 étoiles luxe, en fonction de leur confort, de leur équipement et de leurs services.

Hôtellerie de plein air - les campings

Sources : **Insee - Ministère délégué au tourisme**

L'enquête mensuelle effectuée auprès des gestionnaires de campings du Languedoc-Roussillon est une enquête nationale résultant d'une convention entre le Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme et l'Insee. Au niveau régional, elle est réalisée en partenariat avec la Délégation régionale au tourisme (DRT), le Comité régional du tourisme et les Comités départementaux du tourisme (CRT et CDT).

Seuls les terrains de camping déclarés à la préfecture et ayant reçu une autorisation préalable d'ouverture entrent dans le champ de l'enquête. Sont donc exclus : les aires naturelles de camping, le camping "sauvage", le camping "à la ferme" et les terrains limités à six emplacements ne nécessitant pas d'autorisation d'ouverture.

Liens sur la conjoncture

- <http://www.insee.fr/fr/regions/languedoc/> - [La conjoncture régionale](#)
- [Banque de France en Languedoc-Roussillon](#)
- [Agreste Languedoc-Roussillon](#)
- [Direccte Languedoc-Roussillon](#)
- [Cellule économique du BTP en Languedoc-Roussillon](#)